

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PERRENOT JT LOGISTIC SAS**

335 Avenue Raymond Pavon  
26260 Saint-Donat-Sur-L'herbasse

Références : NG/NM/2025/M\_146  
Code AIOT : 0012600352

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement PERRENOT JT LOGISTIC SAS implanté 400 Chemin Marcel Bouvet ZAC de la Levanchée 39570 Courlaoux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PERRENOT JT LOGISTIC SAS
- 400 Chemin Marcel Bouvet ZAC de la Levanchée 39570 Courlaoux
- Code AIOT : 0012600352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement de la société Perrenot JT Logistic, situé sur la Zone de Levanchée à Courlaoux (39570), est spécialisé dans l'entreposage et le stockage non frigorifique. Compte-tenu de la quantité de substances dangereuses susceptible d'être présentes, l'établissement est classé Sevesos seuil bas.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
12	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
13	Bassin de confinement - Suites inspection 29/08/2024	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours) (4.a)		
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Plan d'opérations interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
11	Etat des stocks - Suites inspection 29/08/2024	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
14	Rétention déportée et dispositif de drainage - Suites inspection 29/08/2024	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée a principalement porté sur la gestion du site en sécurité en cas de perte d'utilités et sur les suites de la précédente visite d'inspection menée le 29/08/2024. Il ressort que l'exploitant a mis en place des dispositifs pertinents de secours permettant d'assurer une continuité d'alimentation des barrières de sécurité et a mis en place ou prévu des actions correctives pertinentes par rapport aux non-conformités constatées lors de l'inspection précédente. Toutefois, les non-conformités suivantes sont relevées sur lesquelles des actions sont attendues de la part de l'exploitant :

- les installations ne font pas toutes l'objet de consignes d'exploitation mentionnant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané ;
- les travaux de réfection du bassin de confinement à l'ouest du site restent à réaliser au plus tard au 30/06/2025, conformément à l'engagement pris ;
- le format d'état des stocks ne répond pas aux attendus réglementaires, notamment en

matière de mise à disposition du grand public en cas de sinistre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place les moyens permettant aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.  L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi et formalisé la liste des équipements assurant le maintien en sécurité des installations. Il a décrit dans une procédure du 15/01/2025 les étapes à réaliser pour déclencher la mise en place d'un dispositif de secours et dans les fiches de fonction de son plan de secours (POI) les actions à réaliser pour mettre le site en sécurité. Toutefois la liste des équipements, assurant le maintien en sécurité et secours n'est pas suffisamment détaillée ; par exemple "protection incendie". Par ailleurs, aucune fonction dans le

POI n'est désignée comme en charge de la coupure électrique sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant détaillera la liste des équipements à secourir assurant le maintien en sécurité et secourus. L'exploitant formalisera les modalités de coupure électrique du site en cas de sinistre (qui, dans quelles circonstances et comment).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b>  En cas de défaillance de l'alimentation électrique, certaines mesures de maîtrise des risques se placent automatiquement en position de sécurité. Les autres sont maintenues en service par un dispositif de secours à déclenchement manuel mis en œuvre dans un délai rapide en heures ouvrées, ou dans le délai de mobilisation de l'astreinte 24h/24 existante. Un test de démarrage de l'équipement de secours électrique réalisé le jour de l'inspection confirme le délai court de mise en œuvre en heures ouvrées (inférieure à 10 minutes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de

leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

L'exploitant dispose de plusieurs consignes d'exploitation locales et au niveau du siège. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une liste intégrée et exhaustive de l'ensemble des procédures et consignes d'exploitation et de sécurité s'appliquant au site. En outre, ces consignes ne sont pas établies pour l'ensemble des installations impactant la sécurité

du site (**non-conformité**).

Le site dispose d'un plan de secours listant les numéros de téléphone utiles pour l'alerte. Néanmoins, les coordonnées de la Dreal en heures ouvrées sont erronées.

La procédure en cas de coupure électrique générale du site (mise en place du secours) du 15/01/2025 fait l'objet d'une annexe listant les personnels formés à cette procédure avec signature. En revanche la procédure n'est pas signée (rédacteur et vérificateur le cas échéant). Les actions à mener pour rendre à nouveau opérationnel les équipements de sécurité lorsqu'une source d'énergie les approvisionne après un arrêt d'alimentation court ou prolongé ne sont pas formalisées.

Un programme de contrôle/test/maintenance datant du 08/08/2024 a été présenté. Toutefois ce programme n'est pas à jour, notamment il n'intègre pas le dispositif de secours électrique. En outre, les informations concernant les contrôle/test/maintenance internalisés sont partielles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera les consignes d'exploitation manquantes, la liste exhaustive des ces consignes applicables au site. Il formalisera les actions à mener pour rendre à nouveau opérationnel les équipements de sécurité lorsqu'une source d'énergie les approvisionne après un arrêt d'alimentation court ou prolongé.

De même, l'exploitant mettra à jour et complétera son programme de contrôle/test/maintenance. Une fréquence plus régulière de mise à jour apparaît nécessaire pour s'assurer de l'absence de dérives potentielles.

L'exploitant mettra à jour son plan d'opération interne concernant les coordonnées de la Dreal en heures ouvrées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.



<p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'identifie pas d'équipement à risques (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries) nécessitant un arrêt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence d'un dispositif de secours électrique sur le site a pu être constaté et testé le jour de l'inspection. L'exploitant précise que ce dispositif est installé depuis 2022. Un onduleur est présent en cellule B, proche d'un tableau général basse tension (TGBT). L'exploitant n'est pas en mesure d'explicitier son rôle, sa durée d'autonomie et le plan de contrôle/maintenance/test nécessaire pour cet équipement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précisera le rôle, la durée d'autonomie et le plan de contrôle/maintenance/test nécessaire pour l'onduleur situé dans la cellule B.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b>  La justification du dimensionnement adaptée de la puissance installée au regard des équipements à secourir concomitamment n'a pas pu être présentée. Le dispositif de secours électrique nécessite une batterie pour assurer son démarrage, mais sa tension n'est pas périodiquement contrôlée et ce contrôle n'est pas intégré au plan de contrôle/test/maintenance. En outre, il n'existe pas de batterie(s) de secours sur site pour pallier une éventuelle défaillance. La durée d'autonomie affichée pour l'équipement de secours électrique est de 24h. Toutefois, l'exploitant indique disposer de ressources de carburants complémentaires permettant de prolonger cette durée de plusieurs jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera le caractère adapté de la puissance de l'équipement de secours électrique au regard des équipements à secourir concomitamment. L'exploitant complètera son plan de contrôle/test/maintenance concernant cet équipement de secours électrique. L'exploitant listera les ressources de carburant complémentaires mobilisables y compris hors heures ouvrées pour prolonger l'autonomie de l'équipement de secours électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des

<p>paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun critère seuil n'est défini pour statuer sur le bon fonctionnement des batteries de démarrage (équipement de secours électrique, groupes motopompes, onduleur le cas échéant).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à définir des critères seuil pour statuer sur le bon fonctionnement des batteries de démarrage dans le cadre du contrôle périodique effectué.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan d'action (6)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux identifiés comme nécessaires par l'exploitant ont d'ores et déjà été mis en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Plan d'opérations interne**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p>

<p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mise à jour globale du plan d'opération interne date de 2020, l'annexe relative aux fiches de fonctions a été mise à jour en 2024.</p> <p>Les coordonnées de la Dreal sont à mettre à jour (cf. constat sur la procédure d'alerte).</p> <p>Le dernier exercice réalisé date du 08/08/24, avec compte-rendu disponible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une fois les dernières mises à jour réalisées (fiches de fonction vis-à-vis de la coupure électrique du site, coordonnées de la Dreal), il est demandé à l'exploitant de transmettre son POI à la Dreal (1 version électronique et 4 exemplaires au format papier à adresser sous double pli, respectivement aux antennes de Mâcon [37 boulevard Henri Dunant - CS 80140 - Mâcon Cedex 9] et de Chalon-sur-Saône [1 rue Georges Feydeau – CS 20105 - 71321 Chalon-sur-Saône Cedex] de l'UiD 39-71 et pour les deux derniers exemplaires au siège de la DREAL BFC à Besançon [à l'attention du département "risques accidentels" du service "prévention des risques" - 5 voie Gisèle Halimi - BP 31269 - 25005 Besançon Cedex]).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Etat des stocks - Suites inspection 29/08/2024**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est en capacité de présenter un état des stocks le jour de l'inspection.</p> <p>Toutefois, cet état des stocks est séparé en deux tableaux de contenus différents selon les cellules de stockage sur site. En outre, cet état n'est pas daté, ni les rubriques de la nomenclature des ICPE, ni l'identification des cellules concernées n'y figurent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalisera un unique état des stock pour l'ensemble du site, mentionnant a minima les</p>

informations complémentaires suivantes : rubriques ICPE, localisation, date.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées - Dispositions spécifiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks présentés ne fait pas état des matières ou déchets, autres que les matières dangereuses selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie (<b>non conformité</b>).</p> <p>En outre, le format d'état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage n'a pas pu être présenté (<b>non conformité</b>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 13 : Bassin de confinement - Suites inspection 29/08/2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie et écoulements pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</li> <li>- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</li> <li>- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</li> <li>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</li> </ul> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</li> </ul> <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection du 29/08/2024 a relevé que le bassin ouest n'est pas suffisamment entretenu au vu</p>

<p>de la végétation fortement développée à l'une des extrémités de celui-ci. La pousse d'un arbuste dans le bassin a été constatée et l'étanchéité du bassin n'est pas garantie.</p> <p>L'exploitant a passé commande le 25/03/2025 pour la réfection totale du bassin d'ici le 30/06/2025 (devis détaillé signé présenté). En outre, l'exploitant a contacté le voisin de sa clôture pour qu'il réalise les travaux d'entretien nécessaires sur ses espaces verts et la réalisation récente de coupes d'arbres a pu être constatée le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation effective des travaux sur le bassin de confinement prévus au plus tard le 30/06/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Rétention déportée et dispositif de drainage - Suites inspection 29/08/2024**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention déportée et dispositif de drainage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>Le système de collecte vers la rétention déportée, lorsqu'il est aérien ou en caniveau, ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations et stockages. Le système de collecte est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins.</p> <p>Les rétentions déportées sont conformes aux dispositions du point II du présent article. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.</p> <p>Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article 26 bis.</p> <p>Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement de la rétention déportée et dispositifs mis en place sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de l'inspection du 29/08/2024, il a été constaté que le regard d'évacuation de la cellule 3 assurant la fonction de drainage passif par débordement de la dalle de rétention était encombré. Le jour de l'inspection, le regard est désencombré. L'exploitant précise qu'il a intégré son entretien périodique dans le programme de maintenance/contrôle/test du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite